

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

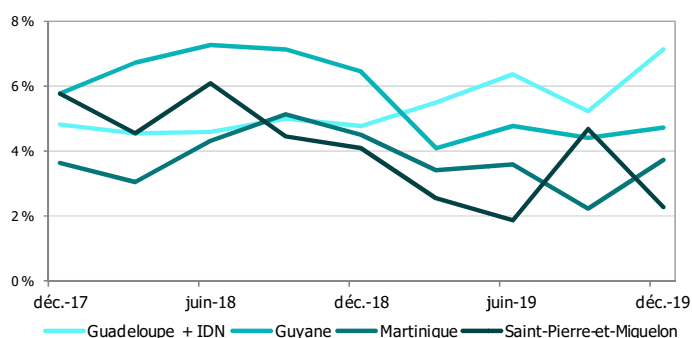
Avril 2020

# Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 31 décembre 2019 dans les DOM et COM de la zone euro

## Évolution globale

### Les encours globaux de crédits

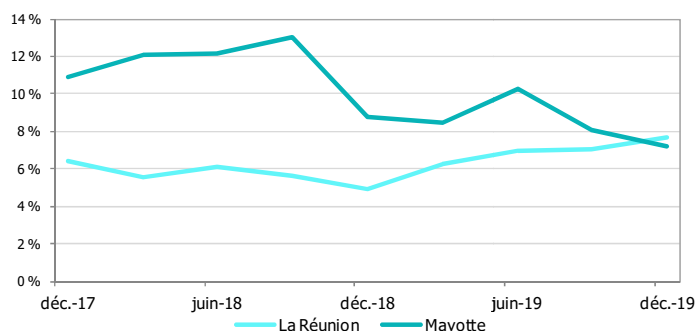
Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Atlantique  
(en glissement annuel)



Au 31 décembre 2019

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	11 550	7,1 %
Guyane	3 766	4,7 %
Martinique	10 551	3,7 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	203	2,3 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>26 070</b>	<b>5,3 %</b>

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien  
(en glissement annuel)



Au 31 décembre 2019

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 311	7,2 %
La Réunion	24 880	7,7 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>26 191</b>	<b>7,6 %</b>

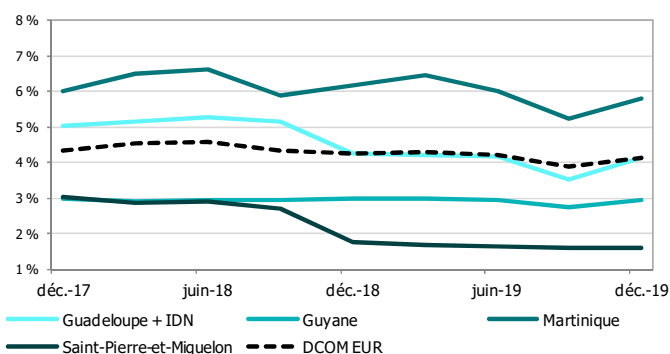
Au 31 décembre 2019

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DOM</b>	<b>52 261</b>	<b>6,5 %</b>

Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

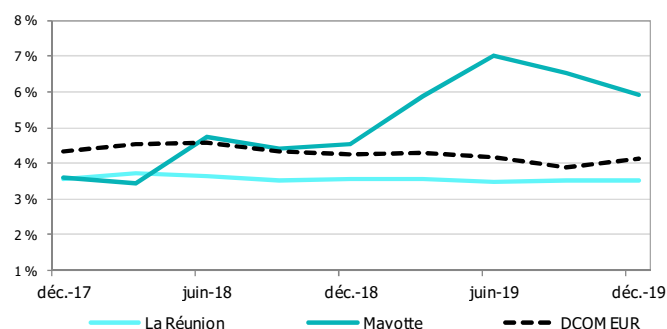
## L'évolution de la sinistralité\*

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien

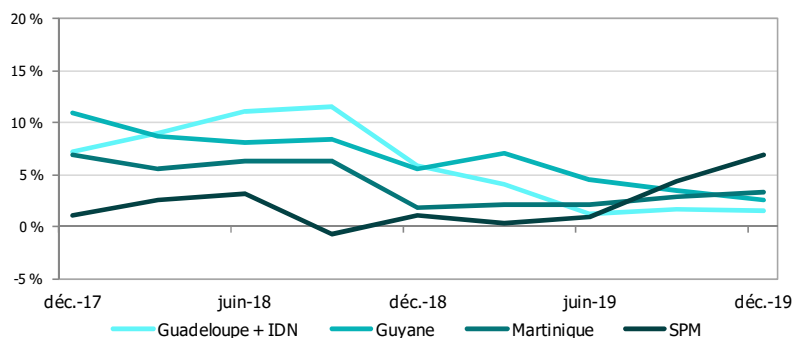


Pour mémoire, le taux de sinistralité observé à fin 2018 pour les établissements de crédit en France, pour leur activité en France uniquement, est de 3,3 % (source : ACPR).

## L'évolution des actifs financiers\*

### Par géographie

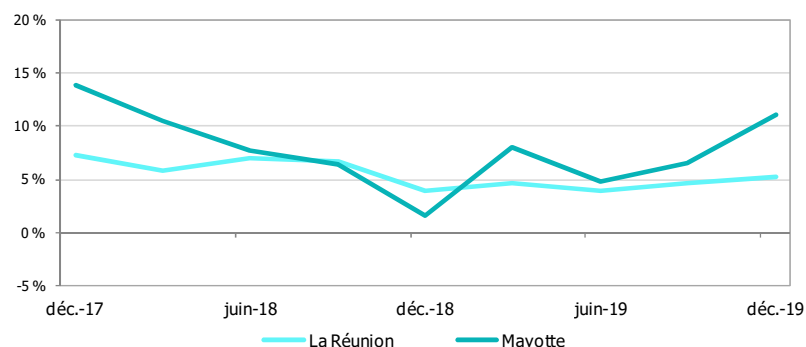
Évolution des actifs financiers dans l'océan Atlantique (en glissement annuel)



Au 31 décembre 2019

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	9 744	1,6 %
Guyane	2 108	2,6 %
Martinique	8 380	3,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	248	7,0 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>20 480</b>	<b>2,5 %</b>

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien (en glissement annuel)



Au 31 décembre 2019

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	15 836	5,3 %
Mayotte	706	11,0 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>16 541</b>	<b>5,5 %</b>

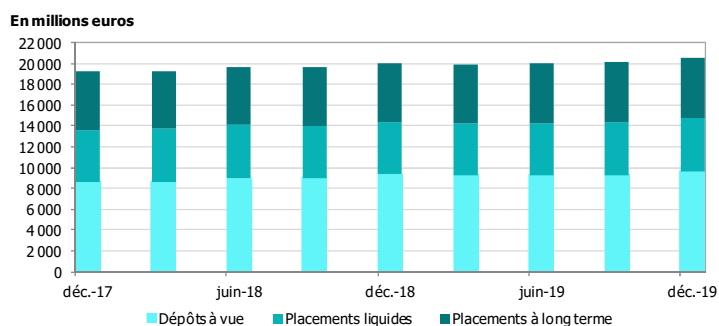
Au 31 décembre 2019

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>37 021</b>	<b>3,8 %</b>

Source : SURFI

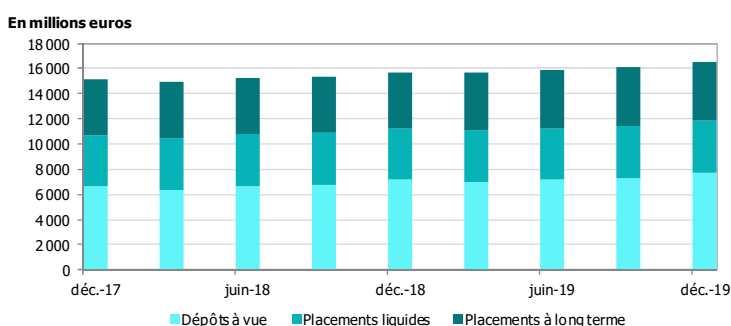
### Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien



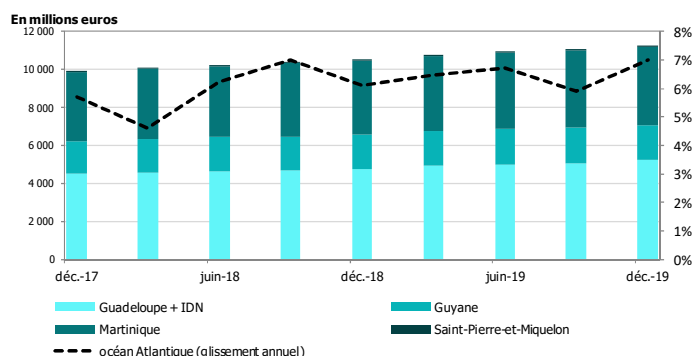
\* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

# Le financement des entreprises

## Évolution des encours de crédits aux entreprises

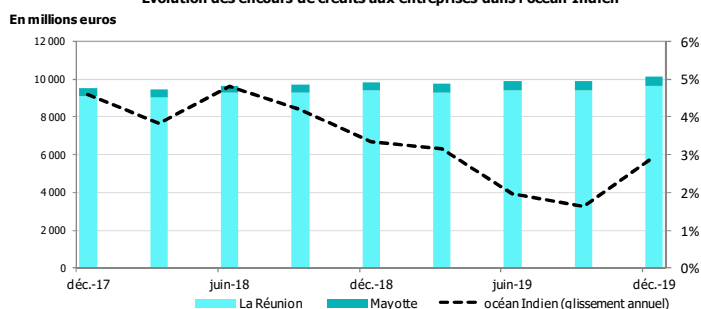
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Atlantique



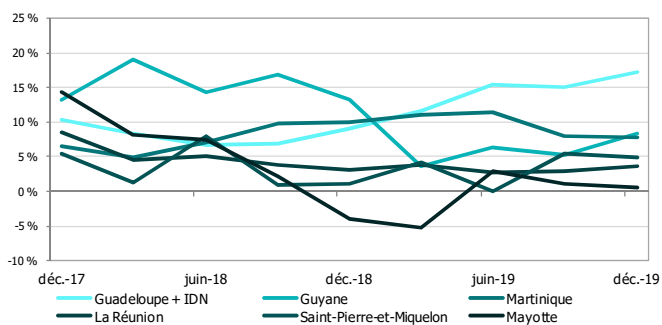
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



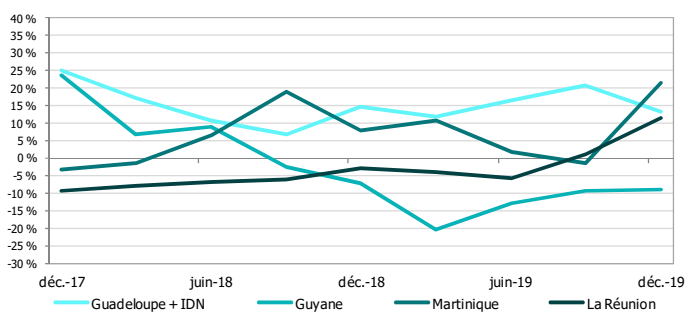
## Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie\*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



\* Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ne sont pas systématiquement représentés dans les graphiques du fait de leurs forts taux de croissance.

### Crédits totaux aux entreprises

En glissement annuel	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	Montant en millions d'euros (décembre 2019)
	Guadeloupe + IDN	5,6 %	5,3 %	5,5 %	5,9 %	6,2 %	8,0 %	8,5 %	8,6 %	
Guyane	8,7 %	8,8 %	9,7 %	8,9 %	5,9 %	1,9 %	2,1 %	4,3 %	3,5 %	1 855
Martinique	4,4 %	2,0 %	5,6 %	7,5 %	6,2 %	6,8 %	6,8 %	3,7 %	5,5 %	4 108
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,5 %	1,9 %	5,3 %	2,1 %	-1,8 %	4,5 %	4,6 %	-18,4 %	6,5 %	51
La Réunion	4,1 %	3,2 %	4,3 %	3,7 %	3,2 %	3,0 %	1,6 %	1,6 %	3,0 %	9 654
Mayotte	16,9 %	18,2 %	16,9 %	15,8 %	6,0 %	5,6 %	9,4 %	2,7 %	1,9 %	450

### Crédits d'investissement aux entreprises

En glissement annuel	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	Montant en millions d'euros (décembre 2019)
	Guadeloupe + IDN	10,4 %	8,4 %	6,7 %	6,9 %	9,0 %	11,6 %	15,4 %	15,0 %	
Guyane	13,2 %	19,1 %	14,3 %	16,9 %	13,2 %	3,6 %	6,3 %	5,2 %	8,3 %	737
Martinique	6,5 %	4,9 %	7,1 %	9,8 %	9,9 %	11,0 %	11,5 %	7,9 %	7,8 %	2 639
Saint-Pierre-et-Miquelon	5,5 %	1,3 %	8,0 %	0,9 %	1,0 %	4,1 %	-0,1 %	5,5 %	4,9 %	39
La Réunion	8,5 %	4,6 %	5,1 %	3,8 %	3,1 %	3,8 %	2,8 %	2,9 %	3,7 %	4 312
Mayotte	14,3 %	8,1 %	7,4 %	2,2 %	-4,0 %	-5,1 %	3,0 %	1,2 %	0,6 %	267

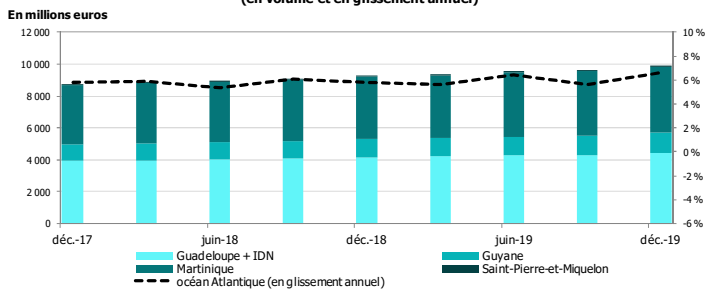
### Crédits de trésorerie aux entreprises

En glissement annuel	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	Montant en millions d'euros (décembre 2019)
	Guadeloupe + IDN	25,1 %	17,3 %	10,9 %	6,7 %	14,6 %	11,9 %	16,5 %	20,7 %	
Guyane	23,7 %	6,8 %	8,8 %	-2,4 %	-7,1 %	-20,4 %	-12,8 %	-9,3 %	-8,7 %	37
Martinique	-3,1 %	-1,4 %	6,4 %	19,0 %	8,0 %	11,0 %	1,9 %	-1,5 %	21,4 %	250
Saint-Pierre-et-Miquelon	61,4 %	92,0 %	142,7 %	160,9 %	6,8 %	15,5 %	15,3 %	20,3 %	19,2 %	5
La Réunion	-9,2 %	-8,0 %	-6,8 %	-5,9 %	-2,7 %	-4,0 %	-5,6 %	1,0 %	11,5 %	541
Mayotte	-6,0 %	6,8 %	15,2 %	25,3 %	10,6 %	-1,0 %	-11,2 %	-19,0 %	-4,2 %	23

## Évolution des encours de crédits aux ménages

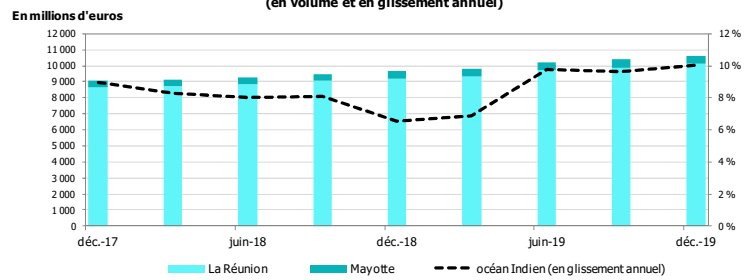
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Atlantique (en volume et en glissement annuel)



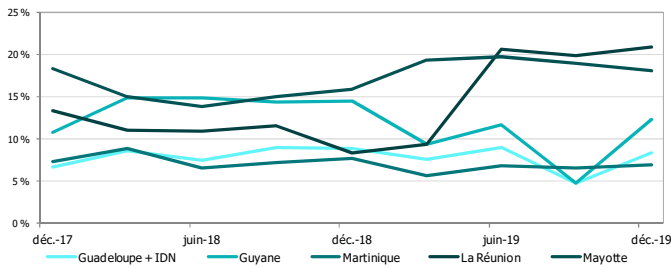
Source : SURFI

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)



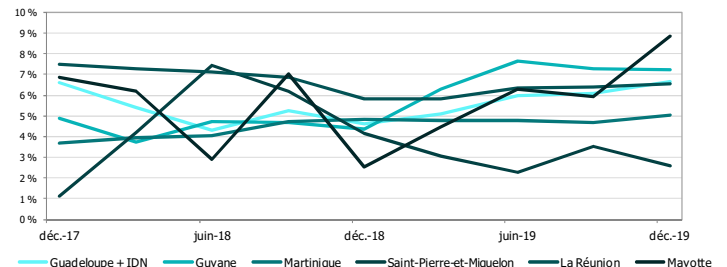
### Évolution des encours crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



#### Crédits totaux aux ménages

	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,7 %	6,4 %	5,3 %	6,5 %	6,0 %	5,9 %	6,9 %	5,7 %	7,2 %
Guyane	6,2 %	6,0 %	6,8 %	6,7 %	6,2 %	6,8 %	8,4 %	6,7 %	8,2 %
Martinique	4,8 %	5,4 %	4,9 %	5,5 %	5,7 %	5,0 %	5,4 %	5,2 %	5,6 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	2,5 %	4,5 %	7,7 %	6,5 %	4,8 %	3,3 %	2,6 %	4,0 %	3,6 %
La Réunion	8,8 %	8,2 %	8,0 %	7,9 %	6,4 %	6,6 %	9,6 %	9,5 %	9,8 %
Mayotte	12,5 %	10,7 %	8,5 %	11,3 %	9,3 %	12,1 %	13,3 %	12,9 %	13,9 %

Montant en millions d'euros (décembre 2019)
4 460
1 224
4 159
112
10 106
509

#### Crédits à l'habitat

	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,6 %	5,4 %	4,3 %	5,3 %	4,6 %	5,1 %	6,0 %	6,1 %	6,7 %
Guyane	4,9 %	3,7 %	4,8 %	4,7 %	4,4 %	6,3 %	7,7 %	7,3 %	7,2 %
Martinique	3,7 %	3,9 %	4,1 %	4,7 %	4,8 %	4,8 %	4,8 %	4,7 %	5,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	1,1 %	4,2 %	7,4 %	6,2 %	4,1 %	3,1 %	2,3 %	3,5 %	2,6 %
La Réunion	7,5 %	7,3 %	7,1 %	6,8 %	5,8 %	5,8 %	6,4 %	6,4 %	6,6 %
Mayotte	6,9 %	6,2 %	2,9 %	7,0 %	2,6 %	4,5 %	6,3 %	5,9 %	8,9 %

Montant en millions d'euros (décembre 2019)
3 032
963
2 920
89
7 554
220

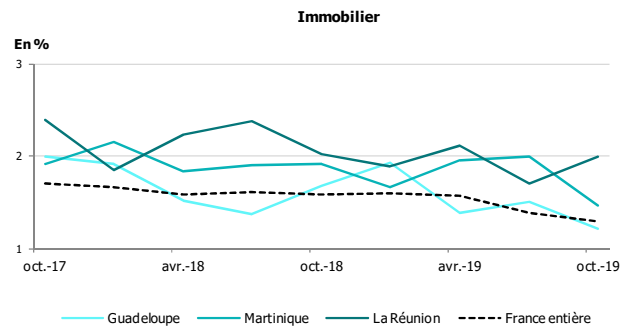
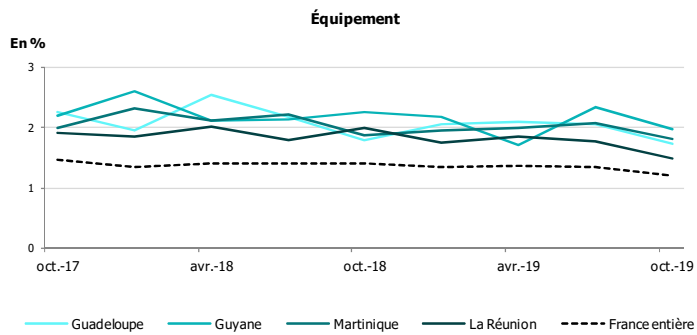
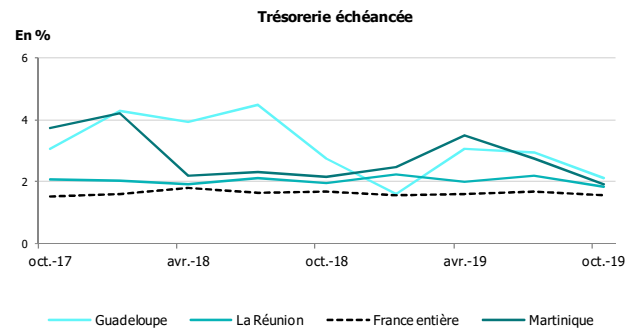
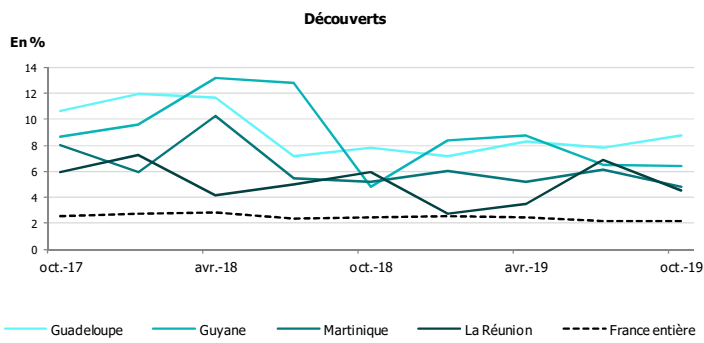
#### Crédits de consommation

	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,7 %	8,6 %	7,5 %	9,0 %	8,9 %	7,6 %	9,0 %	4,8 %	8,4 %
Guyane	10,8 %	14,8 %	14,8 %	14,3 %	14,4 %	9,3 %	11,7 %	4,8 %	12,3 %
Martinique	7,3 %	8,9 %	6,6 %	7,2 %	7,7 %	5,6 %	6,8 %	6,5 %	6,9 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	9,1 %	6,0 %	9,0 %	8,0 %	7,6 %	4,2 %	4,1 %	6,2 %	7,9 %
La Réunion	13,3 %	11,0 %	10,9 %	11,6 %	8,3 %	9,4 %	20,6 %	19,9 %	20,8 %
Mayotte	18,3 %	14,9 %	13,8 %	15,0 %	15,8 %	19,3 %	19,6 %	18,9 %	18,0 %

Montant en millions d'euros (décembre 2019)
1 423
260
1 233
23
2 538
289

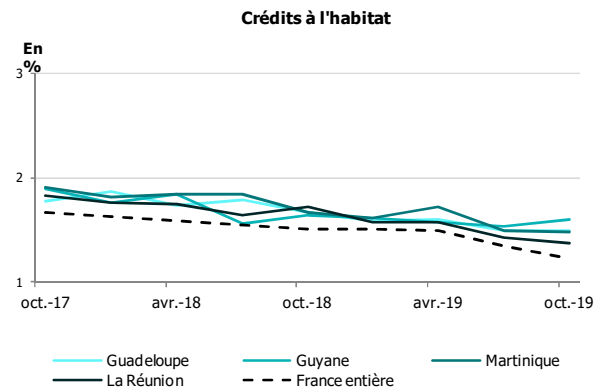
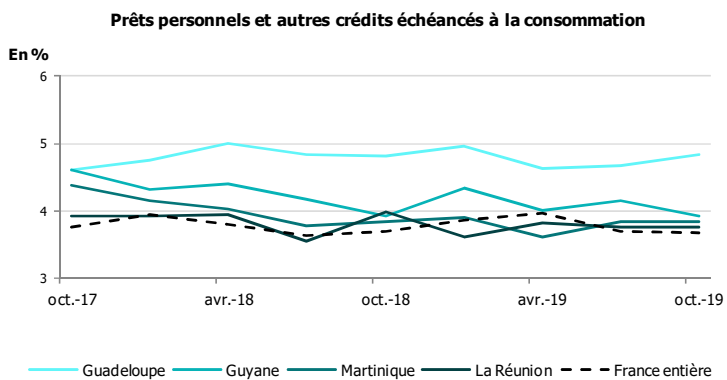
# Évolution des taux des crédits

## Évolution des taux des crédits aux entreprises



Sources : IEDOM, Banque de France

## Évolution des taux des crédits aux particuliers

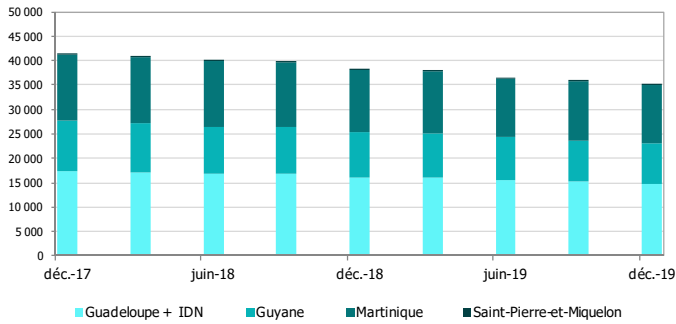


Sources : IEDOM, Banque de France

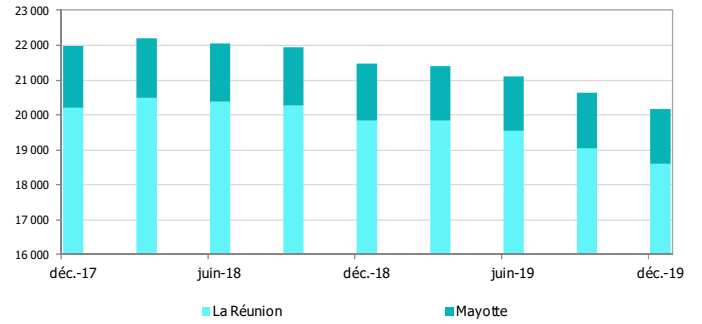
# Les indicateurs de vulnérabilité

## Ménages

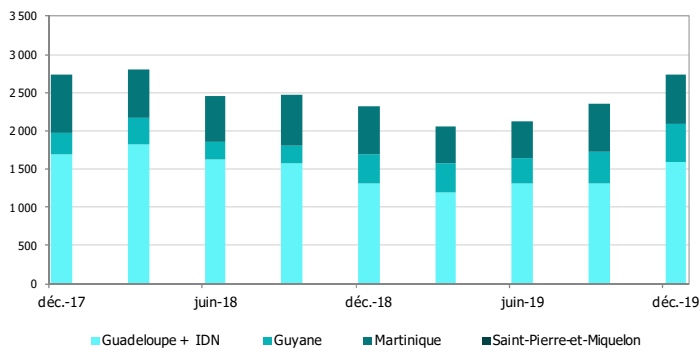
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



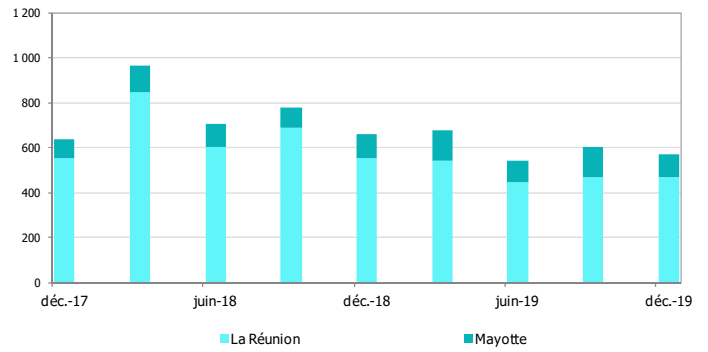
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



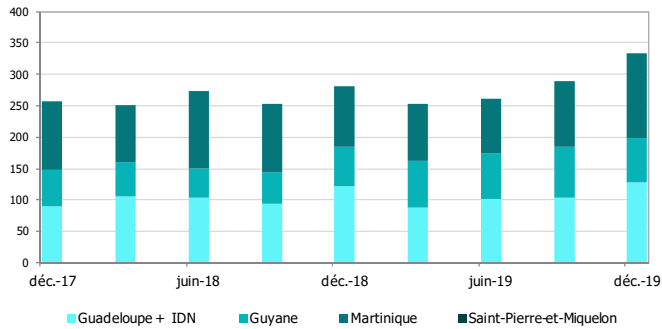
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Atlantique (nombre de retraits au cours du trimestre)



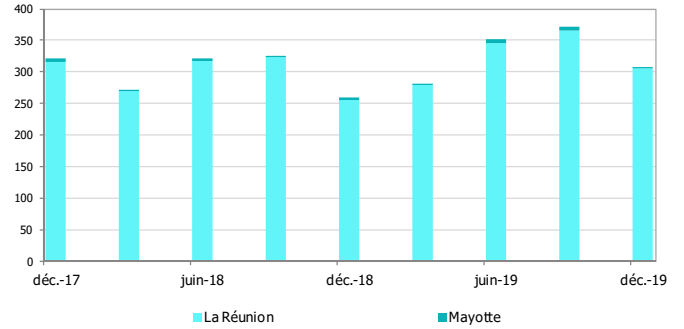
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Atlantique (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

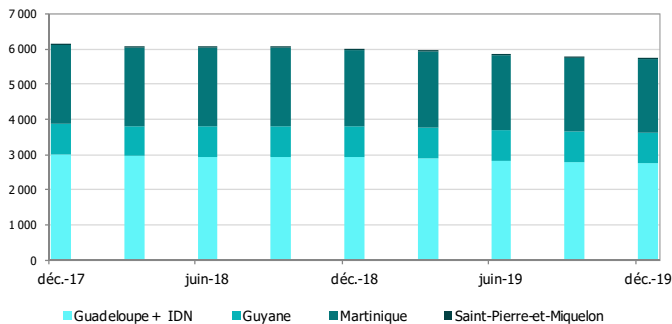


Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

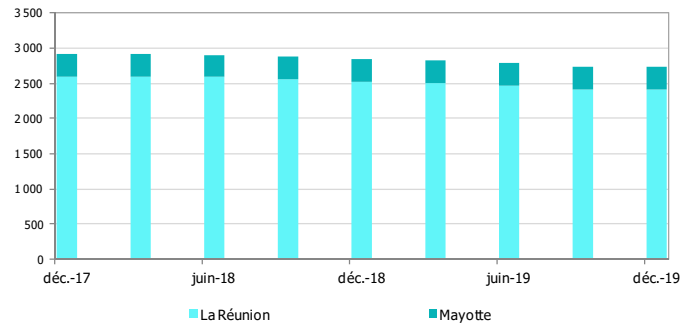


## Entreprises

Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique

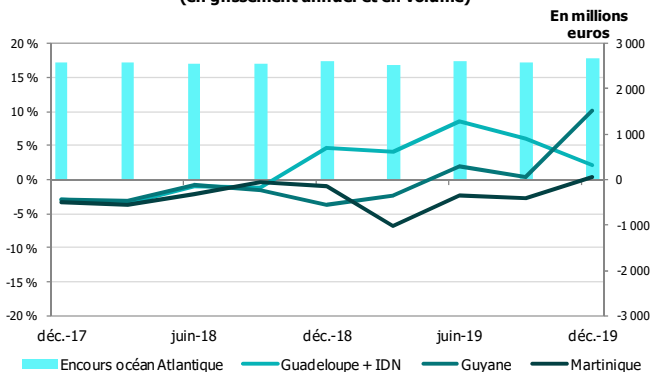


Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien



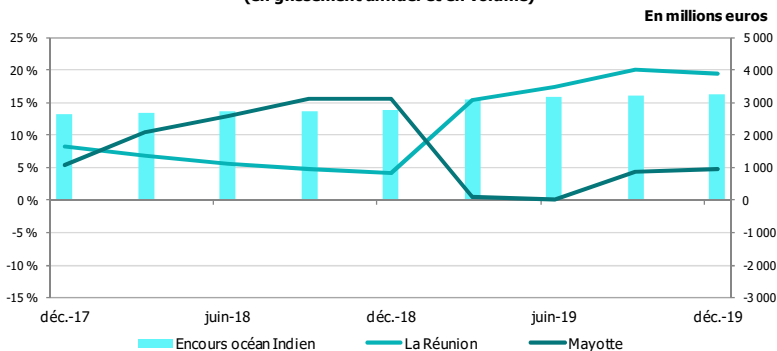
# Le financement des collectivités locales

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Atlantique (en glissement annuel et en volume)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien (en glissement annuel et en volume)



## Crédits aux collectivités locales

Au 31 décembre 2019

	déc.-17	mars-18	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	-2,8 %	-3,6 %	-1,0 %	-1,1 %	4,6 %	4,2 %	8,6 %	6,0 %	2,1 %
Guyane	-2,8 %	-3,1 %	-0,7 %	-1,6 %	-3,7 %	-2,3 %	1,9 %	0,4 %	10,0 %
Martinique	-3,4 %	-3,7 %	-2,1 %	-0,4 %	-1,0 %	-6,7 %	-2,3 %	-2,8 %	0,5 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	24,3 %	18,7 %	15,6 %	15,5 %	21,0 %	7,9 %	5,8 %	6,7 %	-1,5 %
La Réunion	8,3 %	6,8 %	5,5 %	4,8 %	4,2 %	15,4 %	17,4 %	20,1 %	19,5 %
Mayotte	5,5 %	10,5 %	12,9 %	15,6 %	15,7 %	0,6 %	0,0 %	4,4 %	4,8 %

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux* en %
1 095	9,8 %
339	9,4 %
1 211	12,2 %
26	13,2 %
3 079	12,9 %
190	15,3 %

\* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

\* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

## MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements bancaires intervenant dans les DOM et COM de la zone euro disposant au minimum d'un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des géographies concernées (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs financiers** présentés sont ceux placés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la **Guadeloupe** incluent les collectivités de **Saint-Martin** et **Saint-Barthélemy**.

Les **taux des crédits** utilisés dans cette note sont des taux effectifs au sens étroit (TESE). Ceux-ci sont des taux actuariels annualisés, correspondant à la composante d'intérêt du Taux Effectif Global (TEG) ou, dit autrement, au TEG diminué des charges qui ne sont pas des intérêts au sens comptable du terme. Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

**Dates d'extraction des données** : Mars 2020.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA  
 Rédaction : A.ABDELLI – Éditeur et imprimeur : IEDOM  
 Achevé d'imprimer : avril 2020 – Dépôt légal : avril 2020 – ISSN 2679-0823